USTR01 - Environnement territorial, compétences et financement des collectivités ?

Mis à jour le 30-08-2024

Code : USTR01

Unité spécifique de type mixte

6 crédits

Responsabilité nationale :
EPN11 - Territoires / Christophe ROBERT

Contact national :
EPN11 Territoires Certificat

75003

certificats.territoires@lecnam.net

Présentation

Prérequis

Bac+3 minimum (L3), niveau licence ou équivalent

Objectifs pédagogiques

Cette unité d'enseignement présente le cadre juridique applicable à l'environnement territorial ainsi que les évolutions institutionnelles, économiques et politiques qu'il revient aux développeurs économiques territoriaux de savoir anticiper. Elle poursuit les objectifs pédagogiques suivants :

- Connaître le cadre juridique institutionnel applicable aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics de coopération intercommunale
- Découvrir les outils réglementaires et opérationnels de la commande publique, en particulier dans le cadre d'une démarche durable et responsable
- Comprendre et utiliser les principaux concepts en matière de finances locales
- Eclairer les enjeux financiers et fiscaux de choix de gestion et de politique publique
- Connaître le cadre, les évolutions et les modalités d'interventions financières des Régions en tant que cheffes de file du développement économique

Compétences

- Connaissance du rôle et du fonctionnement des différents échelons territoriaux en matière de développement économique
- Compréhension des règles financières applicables à la gestion publique territoriale
- Maîtrise des outils de la commande publique dans le cadre d'une démarche responsable et durable

Programme

Contenu

Jour 1

Présentation du nouveau paysage territorial depuis les dernières réformes législatives (lois NOTRe, MAPTAM, 3DS…). Eclairage sur l'articulation des compétences des différentes échelons administratifs (Etat, Régions, Départements, intercommunalités).

Jour 2

Nouveau cadre juridique applicable à la commande publique : de la théorie aux exemples pratiques. Présentation des nouvelles contraintes juridiques à intégrer en matière de gestion territoriale (objectif zéro artificialisation nette, mise en place des nouveaux SRADDET et des plans locaux d'urbanisme intercommunaux, accélération des énergies renouvelables…)

Jour 3

Présentation des principaux concepts en matière de finances locales, lecture et analyse d'un budget, explication des enjeux financiers et fiscaux de choix de gestion et de politique publique

Jour 4

Focus sur l'échelon intercommunal sous ses différentes formes (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats de communes) de manière à pouvoir se situer dans un cadre institutionnel en évolution. Présentation de démarches d'achat public responsable.

Jour 5

Présentation du cadre juridique, des évolutions et des modalités d’interventions financières des Régions en tant que cheffes de file du développement économique (dont les fonds européens)

Modalités de validation

- Contrôle continu

Description des modalités de validation

L’évaluation consiste en un questionnaire à réponses courtes portant sur l’ensemble des séances ainsi que sur la réalisation d’une note pratique.